LETTRE
DE VOLTAIRE
A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

FRC 4875

MESSIEURS,

Lorſque j'ai pris congé de la ſociété, au mois de mai 1778, j'ai penſé qu'au moyen de la diſſolution de mon corps, tout étoit fini pour moi; je ne devois pas m'attendre à être réhabilité parmi vous : mais votre puiſſance s'étend au-delà du trépas, & mes os ont treſſailli d'allégreſſe par le triomphe avec lequel vous avez ordonné qu'ils fuſſent cahotés dans la capitale de l'empire des François, & même dans l'égliſe de ſa bienheureuſe patrone. Vous m'avez fait, en cela, plus d'honneur que mon catholiciſme ne méritoit, & je vous dois, à ce ſujet, le tribut de la

reconnoiſſance. C'eſt le premier objet de ma lettre. Il ne me convient plus d'être ingrat, je l'ai été aſſez pendant ma vie. Il ne falloit pas moins que votre autorité, Meſſieurs, pour opérer un tel prodige : vous m'aſſociez, par ce bienfait, aux GRANDS HOMMES que la nature produit rarement, & au rang deſquels ma modeſtie ſi connue m'empêchoit de prétendre d'une maniere auſſi diſtinguée. Puiſque me voilà parmi vous, que *mon eſprit eſt par-tout & mon cœur à Villette*, je vais vous parler le langage de la vérité. Puiſſiez-vous écouter Voltaire plus attentivement que vous n'avez fait l'abbé Raynal, Mirabeau, Jean-Jacques Rouſſeau, & autres grands hommes, même de l'antiquité païenne, à la lumiere deſquels vous prétendez marcher !

L'aſſemblée que vous compoſez, & que vous avez faite, ſans aucun titre, *nationale*, contient des factieux, que Mirabeau, l'homme unique parmi vous qui eût un plan & des vues, s'étoit promis de pourſuivre juſqu'au tombeau. La mort lui a ravi la gloire de ce triomphe. Mais, Meſſieurs, ſi vous voulez le bien de la patrie, renoncez à abuſer des principes de la philoſophie, quittez cet eſprit de faction que vous propagez par vos clubs incendiaires ; il eſt indigne de gens qui ſe diſent légiſlateurs, & les fruits qu'il a

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

produits jusqu'à présent, sont bien amers pour la France. A force d'intrigues, de séductions, d'incendies, de meurtres & de barbarie que vous avez payés, conseillés, ou du moins laissé impunis, vous êtes parvenus au bord du précipice où le plus beau royaume qui fut jamais sera englouti avec vous, si vous ne rétrogradez sans délai. J.-J. Rousseau vous a dit qu'une révolution ne devoit pas être tentée, si elle occasionnoit l'effusion du sang d'un seul citoyen; & vous n'avez cessé de souiller la vôtre par une multitude d'assassinats, d'usurpations, d'incendies de châteaux, d'horreurs & de massacres ! C'est par de pareils forfaits que vous l'avez commencée; & l'audacieux Barnave n'a pas rougi de dire, en pleine assemblée, lors du massacre de MM. Delaunay, Bertier, Foulon & autres : *un peu de sang impur est-il donc si précieux qu'on n'en puisse répandre quelques gouttes pour le salut général ?* Je pourrois aisément charger cette épître d'une multitude d'autres faits atroces & de maximes pernicieuses, par lesquelles vous avez déshonoré les fonctions nobles & importantes que vous aviez à remplir; je me borne à vous dire, avec l'abbé Raynal, que vous avez insidieusement abusé de nos réflexions pour nous rendre participans de vos forfaits. Non, *jamais les concep-*

tions hardies de la philoſophie n'ont été préſentées par nous comme la meſure rigoureuſe des actes de la légiſlation. Vous ne pouvez nous attribuer que par erreur ce qui n'a pu réſulter que d'une fauſſe interprétation de nos principes. J'ai tonné contre les rois tyrans, il eſt vrai; mais j'ai fait l'éloge des rois humains & populaires; j'ai prêché la liberté, mais jamais la licence & l'anarchie : il falloit rappeller les dieux de la terre à leurs devoirs, en réuniſſant dans une charte nationale les loix conſtitutionnelles, par la force deſquelles les excès de l'autorité miniſtérielle auroient été proſcrits, & la vraie liberté des citoyens affermie. Vos ſyſtêmes de république & votre gouvernement populaire ne peuvent convenir à un pays tel que la France. Il faut au grand peuple qu'il renferme, un point central & unique, auquel viennent aboutir tous les pouvoirs particuliers. Ce point central, c'eſt l'autorité monarchique. Au roi ſeul peut appartenir & compéter le pouvoir exécutif. Tant que vous réſiſterez à ce principe, vous êtes cauſe de toutes les diviſions dangereuſes, & tout ira de mal en pire. Les efforts que vous avez faits pour établir une ou pluſieurs républiques en France, doivent vous démontrer l'impoſſibilité d'un pareil gouvernement. Vous avez ſubſtitué aux anciens corps,

des diſtricts, des directoires, des municipalités par milliers. Qu'ont procuré ces nouvelles corporations ? des jalouſies, des émeutes, des inquiſitions, des perſécutions outrées : en un mot, vous avez tout détruit, & rien réédifié qui puiſſe être ſolide & durable. Vous étiez appelés pour réformer les abus, & vous les avez multipliés : vous avez abâtardi la France, & rompu tous les liens ſociaux : vos opérations fourmillent d'inconſéquences : vous avez occaſionné la fuite des riches & des grands, en leur rendant leurs domiciles dangereux ; &, après avoir établi conſtitutionnellement pour tout citoyen, la faculté d'aller & de venir où il jugeroit convenable, vous voulez les forcer à rentrer dans leur pays, ſous peine, en cas de refus, de payer un triple tribut. Quelle inconſéquence ! Tout ce que vous voulez, chaque jour, à l'aſſemblée, eſt donc une loi ? Quel deſpotiſme ! Et où eſt la liberté ſi ſolemnellement décrétée ? Eſt-ce dans nos principes, Meſſieurs, que vous avez puiſé de pareils écarts de la raiſon humaine ? Ce n'eſt pas tout, & on vous l'a reproché mille fois, vous avez préſenté au peuple ſes droits, ſans le rappeler à ſes devoirs ; vous avez attenté à toutes les propriétés, en autoriſant la licence & l'anarchie ; vous avez trompé & ſéduit le ſoldat par vos

faveurs indiscretes, & vous l'avez rendu insubordonné, & plus redoutable que n'étoient les tyrans & les grands, dont vous exagérez les fautes : ainsi vous exercez un despotisme pire que celui de l'Orient, & vous établissez par-tout l'anarchie populaire. A quelles extrémités avez-vous donc réduit le royaume, & comment avez-vous traité votre roi ? Vous avez provoqué contre sa personne & sa famille l'insolence de la multitude, & aggravé sur lui de nouvelles chaînes. Que de reproches n'aurois-je pas à vous faire à ce sujet, depuis deux ans bientôt que vous l'avez ramené captif ! Et vous appelez cet ordre de choses la régénération de la France ! Ah ! cessez vos forfaits, & écoutez enfin le langage de la vérité. Ne perdez point de vue les avis & conseils contenus dans la lettre de l'abbé Raynal, &, par un prompt retour sur vous-mêmes, reconnoissez vos pernicieuses erreurs : sur-tout ne les imputez point à nos principes, elles n'en dériverent jamais : faites cesser les maux que vous avez faits à votre malheureuse patrie ; comparez vos décrets aux devoirs que vous aviez à remplir ; rendez au roi son autorité, à la monarchie sa splendeur & sa dignité, à vos princes leur prééminence & leur patrimoine : conservez au peuple ses droits légitimes ; mais contenez-le dans

l'obéiſſance & la ſubordination, ſans leſquelles le pere de famille ne peut rendre ſes enfans auſſi heureux qu'il le déſire & qu'il l'a toujours déſiré. Par ces moyens, que vous avez encore dans la main, vous rétablirez l'ordre & la tranquillité, & vous aurez alors rempli dignement la tâche importante que vous avoient impoſée vos commettans. Sinon, tremblez, & craignez que la multitude, de la confiance de laquelle vous avez abuſé, n'ouvre enfin les yeux, & ne tourne contre vous les poignards & les bayonnettes dont vous l'avez armée.

Je rentre dans le fond de mon cercueil, d'où je ne ſuis ſorti que pour me juſtifier vis-à-vis de la France, de l'injure que vous m'avez faite, en rejetant ſur mes principes les maux dont vous êtes les ſeuls auteurs, par les conſéquences outrées que vous avez donné à des réflexions purement philoſophiques. Adieu ; ne troublez plus mon repos, ni celui de la France.

J.-B. VOLTAIRE.

Ce 12 Juillet 1791,
à Sainte-Genevieve.